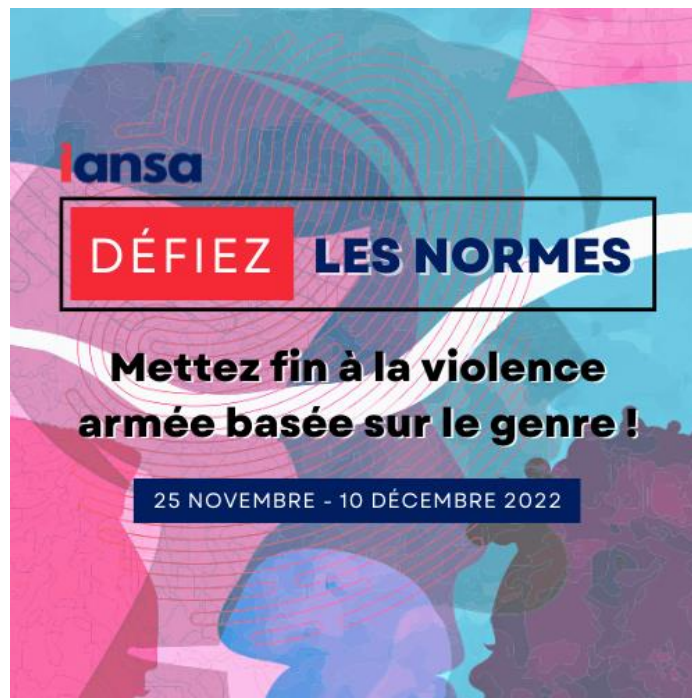




Fiche de plaidoyer de la campagne
16 jours d'activisme contre la violence basée sur le genre
25 Novembre – 10 Décembre 2022

Les 16 jours d'activisme contre la violence basée sur le genre visent à mobiliser les gens du monde entier et à désarmer toutes les formes de violence basée sur le genre (VBG). Les armes légères et de petit calibre (ALPC) sont utilisées pour perpétrer ou faciliter la VBG et causer de graves violations des droits humains. La VBG implique l'utilisation et l'abus de pouvoir et de contrôle sur une autre personne et est perpétrée contre une personne en raison de son identité de genre, de son expression de genre ou de son genre perçu. L'objectif de cette campagne est de sensibiliser à l'ampleur de la violence basée sur le genre et de la violence armée en exhortant les responsables à prendre des mesures efficaces pour résoudre ces problèmes.

Le thème de l'IANSA cette année est **"Défiez les normes : Mettez fin à la violence armée basée sur le genre !"** Ce thème vise à remettre en question les normes de masculinité hégémoniques et les comportements masculins abusifs qui ont un impact négatif sur les femmes, les filles et les membres de la communauté LGBTQ+, ainsi que sur les garçons et les hommes. Ces normes caractérisent souvent les hommes comme agressifs, indépendants et dominants, et les femmes comme faibles, dépendantes et soumises. Ces normes néfastes se combinent avec la prolifération des armes à feu et d'autres facteurs pour alimenter la violence armée basée sur le genre, car les ALPC peuvent être utilisées pour affirmer le pouvoir et mettre la vie en danger des personnes ciblées et discriminées en raison de leur identité de genre. S'engager de manière critique et transformer la conception des masculinités qui pourraient conduire à une telle violence est essentiel pour un contrôle des armements et un désarmement efficaces.

IANSA a choisi de se concentrer sur quatre points clés pour défendre la campagne de cette année. Il est important que les gouvernements des États et les parlementaires, la société civile et toutes les parties prenantes travaillent ensemble pour mettre fin à la violence armée basée sur le genre !

PLAIDOYER À DÉFENDRE :

Les gouvernements doivent développer des contrôles sensibles au genre pour empêcher la prolifération et l'utilisation abusive des ALPC et pour assurer la participation pleine et égale des femmes à ces efforts.

Les stratégies de contrôle des armements doivent répondre aux différents risques auxquels les hommes, les femmes, les filles et les garçons sont confrontés et pour que les femmes jouent un rôle actif dans la conception et la mise en œuvre de stratégies spécifiques. Dans la plupart des endroits, les discussions et les activités sur le contrôle des armements et le désarmement sont encore dominées par les hommes. Les États doivent démontrer la volonté politique d'entreprendre des efforts ciblés pour assurer la participation pleine et effective des femmes aux discussions et aux solutions relatives à un contrôle strict des armes légères aux niveaux local, national, régional et international, et aux initiatives formelles de désarmement, dans le cadre des processus de paix et négociations. Nous devons veiller à ce que toutes les voix soient entendues dans la lutte contre la violence armée !

Il est important que les États collectent des données ventilées par sexe et par âge sur les ALPC et soutiennent la recherche pour avoir une meilleure analyse des impacts sexospécifiques des ALPC et de leurs effets sur divers individus, communautés et économies afin d'éclairer correctement les réponses politiques. La mise en œuvre d'un contrôle des ALPC sensible au genre lors de la résolution des problèmes liés à la disponibilité, à la prolifération et à l'utilisation abusive des armes peut faire la différence dans la protection des communautés contre la violence.

Mettre en place des programmes de sensibilisation et d'éducation du public pour prévenir la violence armée et les masculinités abusives.

Il existe une relation complexe entre la masculinité et la violence armée, une relation qui a été façonnée de manière systémique, culturelle et politique avec des racines profondes dans le patriarcat. La violence omniprésente par armes à feu se produit généralement lorsque les masculinités exprimées violemment se combinent à d'autres facteurs tels que la pauvreté persistante, la répression de l'État, les injustices généralisées, le crime organisé et, surtout, l'accès facile aux armes à feu. La construction de la masculinité hégémonique a été normalisée partout dans le monde, ce qui a causé des préjudices et des désavantages considérables aux femmes et aux filles. Les normes de masculinité abusives renforcent l'agression et la violence, et lorsqu'elles sont associées à des ALPC incontrôlées, ces normes augmentent le danger de violence sexospécifique.

Ces idées sur la faiblesse/vulnérabilité féminine et la force/protection masculine exposent facilement les filles et les femmes à plus de violence et renforcent la croyance en la supériorité masculine qui est au cœur des masculinités patriarcales. La quantité de violence qui en découle est vraiment stupéfiante, surtout lorsque des armes à feu sont brandies ou tirées, même si la plupart des hommes et des garçons ne possèdent pas d'armes.

Ce que cela signifie d'« être un homme » s'apprend dès l'enfance : les garçons se font souvent dire par leur entourage qu'ils ne sont pas de « vrais hommes » ou qu'ils ne sont pas « assez masculins », défiez cette norme ! Cela peut se faire en faisant participer les enfants et les jeunes à des programmes de sensibilisation et d'éducation. Il est vital de donner un sens à la virilité et à la masculinité qui ne soit pas assimilé à la violence et à l'agressivité mais plutôt à l'état de maturité de devenir un homme, en promouvant le courage, la force, la conscience de soi et le souci des autres. En outre, les parents et les tuteurs ne doivent pas encourager les garçons à jouer à des jeux avec des pistolets-jouets ou à des jeux vidéo violents à moins que cela ne fasse partie d'un exercice d'éducation à la paix étroitement supervisé pour sensibiliser les enfants au danger des armes à feu.

Tous les États doivent mettre en place des contrôles stricts pour interdire aux civils de détenir des armes de spécification militaire et réduire au minimum les armes détenues par des civils.

Le contrôle des armes détenues par des civils est une question transversale. En tant que tel, il est d'une importance vitale de veiller à ce que ces propositions politiques et leur mise en œuvre incluent toutes les personnes touchées par l'utilisation abusive de ces armes. Les groupes historiquement sous-représentés comprennent les femmes, les jeunes, les victimes et les survivants, les réfugiés, les personnes déplacées, les personnes âgées et les communautés connaissant des niveaux élevés de pauvreté, de criminalité et de violence.

Le crime organisé et la force arbitraire de l'État, qui affectent souvent les communautés vulnérables, alimentent les schémas de violence armée et, à ce titre, les armes à feu doivent être retirées des rues et non utilisées de manière abusive par les forces de l'ordre. Les contrôles au niveau national sur les armes légères ont un effet important sur la viabilité des contrôles aux niveaux régional et mondial. Permettre aux armes légères de se déplacer librement et d'être détournées à travers les frontières nationales, par exemple, rend les contrôles régionaux et mondiaux difficiles, voire impossibles, à réaliser.

Les parlementaires jouent un rôle central dans la prévention de la violence armée étant donné leur mandat législatif d'introduire de nouvelles lois et de réviser celles qui existent. La coopération entre les OSC et les législateurs peut donc avoir un effet catalyseur en créant un cadre juridique solide pour réglementer les armes à feu et traduire en justice les auteurs de violence armée.

Les États doivent interdire les armes à feu et les munitions détenues par des civils, sauf si le demandeur démontre une raison impérieuse, et s'assurer que le demandeur n'a pas été impliqué dans le trafic illicite ou la violence, a suivi un cours de formation reconnu sur les armes à feu pour les civils et peut garder les armes à feu et leurs munitions dans des unités de stockage sûres et séparées, et de déposer des rapports annuels aux autorités.

Désarmer et mettre fin à la violence basée sur le genre et conjugale en mettant en œuvre une législation et des programmes visant à retirer les armes des foyers.

Un énorme danger de violence armée pour les femmes dans le monde est lorsque des armes sont présentes chez elles et entre les mains d'un partenaire intime. On estime que les femmes vivant dans des situations non conflictuelles sont trois fois plus susceptibles de mourir violemment si elles vivent dans une maison où une arme à feu est présente. La violence domestique et la violence entre partenaires intimes sont rendues beaucoup plus meurtrières par un accès facile aux armes à feu. En outre, la violence armée affecte grandement les femmes et les filles dans de nombreux conflits armés où elles sont tuées, blessées, torturées, violées, détenues et chassées de chez elles, généralement par des hommes armés qui commettent de graves violations de leurs droits humains fondamentaux et des crimes de guerre.

Il est possible de s'assurer que les lois et réglementations nationales sur la possession et l'utilisation d'armes à feu sont conformes aux normes les plus élevées en contactant les législateurs concernés pour discuter d'une éventuelle réforme législative du contrôle national des armes à feu afin de retirer les armes des mains des auteurs de violence domestique.

Les États doivent mettre en œuvre et soutenir des lois et des réformes globales pour protéger les survivants de la violence armée et financer des programmes de prévention de la violence armée. Cela devrait inclure l'application de vérifications approfondies des antécédents qui tiennent compte des antécédents d'un individu en matière de violence domestique et autre lors de l'approbation ou du refus des demandes et des renouvellements de permis d'armes à feu, et lors du recrutement de personnes dans les forces de l'ordre et les forces armées. Les États devraient promouvoir les normes des Nations Unies en matière d'usage de la force et des armes à feu et promulguer des dispositions dans leur réglementation nationale pour retirer les armes lorsqu'il existe une menace pour la sécurité d'une femme dans sa maison et pour les autres membres de la famille. Il est important que les États offrent une société sûre et inclusive aux survivants de la violence armée et aux réfugiés, et prennent des mesures ciblées pour accroître la participation d'autres groupes sociaux exclus ou marginalisés, y compris les jeunes et les personnes ayant d'autres identités de genre et orientations sexuelles.